



Finances Locales 2019-2024

Bilan de la mandature écoulée et
perspectives d'avenir

Une mandature émaillée par les crises

Crise sanitaire
(Covid)

Inondations
(plus de 200
communes
impactées)

Guerre en Ukraine
(chocs inflationniste et
énergétique)

Retour progressif
à la "normale" ?

2019

2020

2021

2022-2023

2024

Fragilisation des finances publiques

- Conséquences de la crise sanitaire
- Impact des inondations de juillet 2021 (Wallonie)

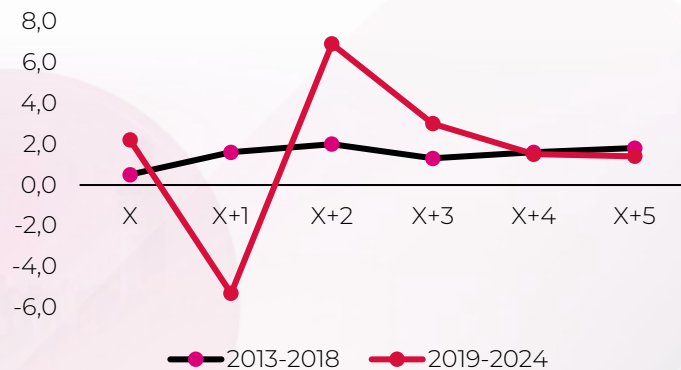
Contexte macroéconomique très perturbé

- Taux d'inflation
- Coûts de l'énergie
- Coûts des matériaux de construction
- Taux d'intérêt

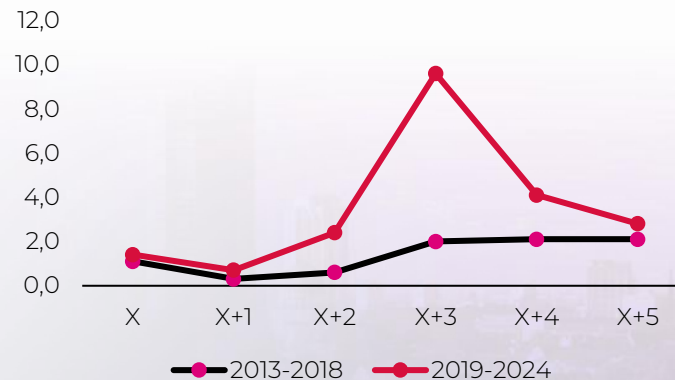


Un contexte macroéconomique très perturbé par les crises successives

Taux croissance PIB



Taux inflation

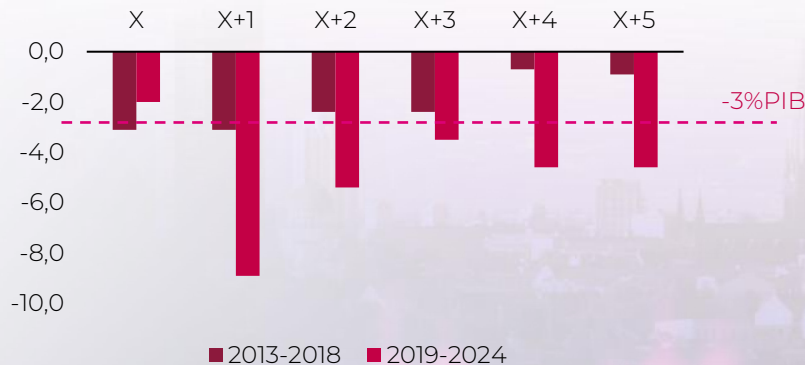


Un contexte macroéconomique très perturbé par les crises successives

Taux d'intérêt à long terme (OLO, 10 ans) (%)



Solde de financement des administrations publiques (en % du PIB)



Sources des données



Rétrospective
financière 2019-2024



Comptes 2019-2022 et Budgets 2023-2024

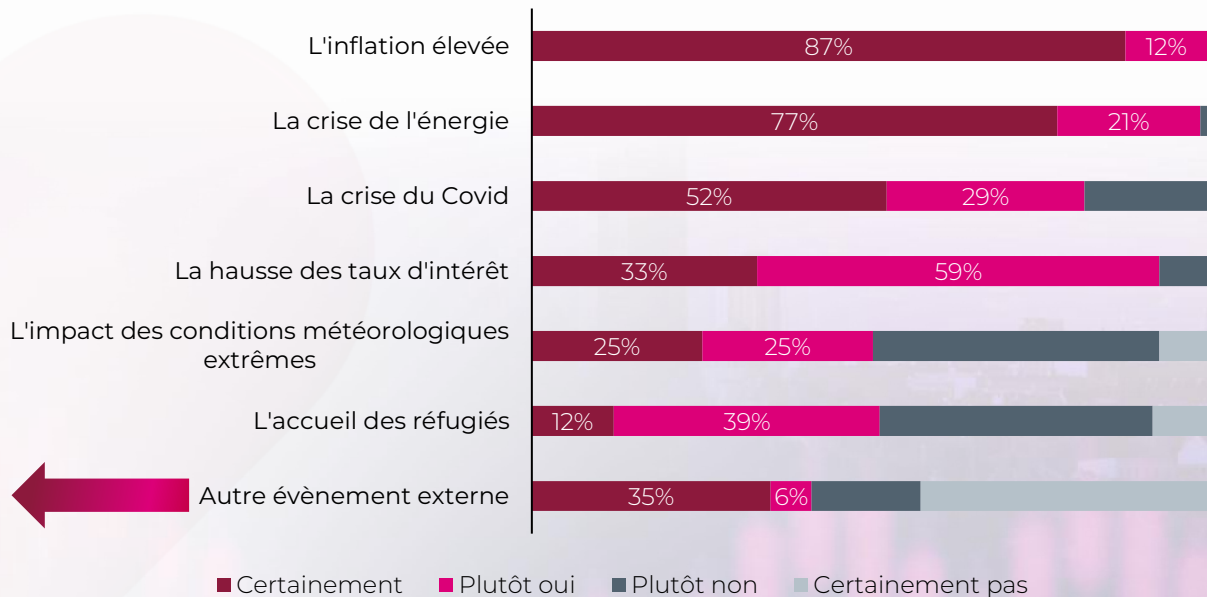
Perception des
gestionnaires
communaux



Enquête réalisée par Belfius auprès des échevins
des finances et des directeurs financiers en mai
2024 (N=146)

Perception des **gestionnaires communaux** (Enquête)

“ Dans quelle mesure les événements externes ci-dessous survenus durant cette législature ont-ils eu un impact important sur vos finances communales ? ”

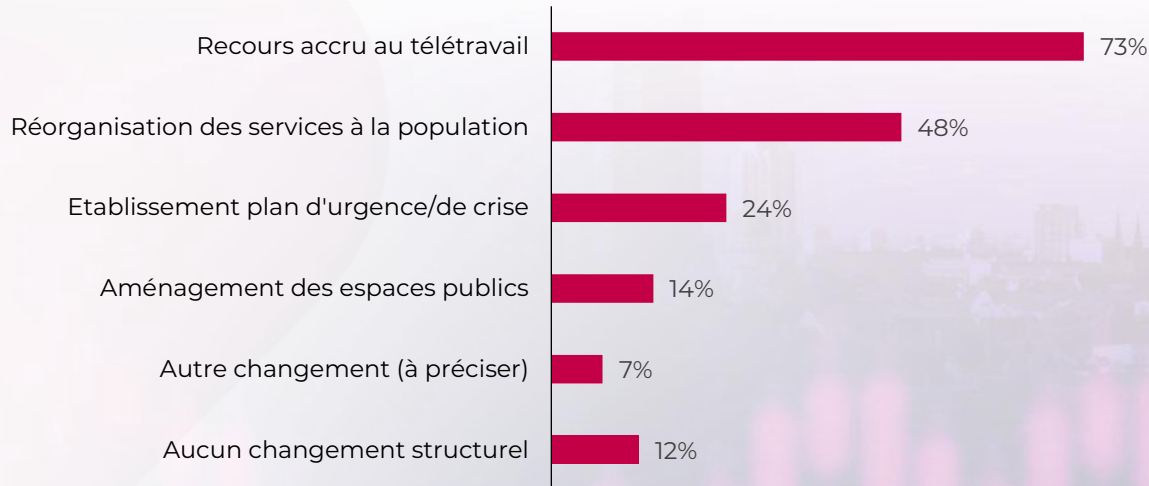


- Crise des scolytes (vente de bois)
- Les prix de la construction

Les crises successives ont également induit des **changements organisationnels**

(télétravail, services à la population, plans de crise...)

“ Ces événements externes (crises sanitaire et énergétique, inondations...) ont-ils entraîné des changements structurels? ”



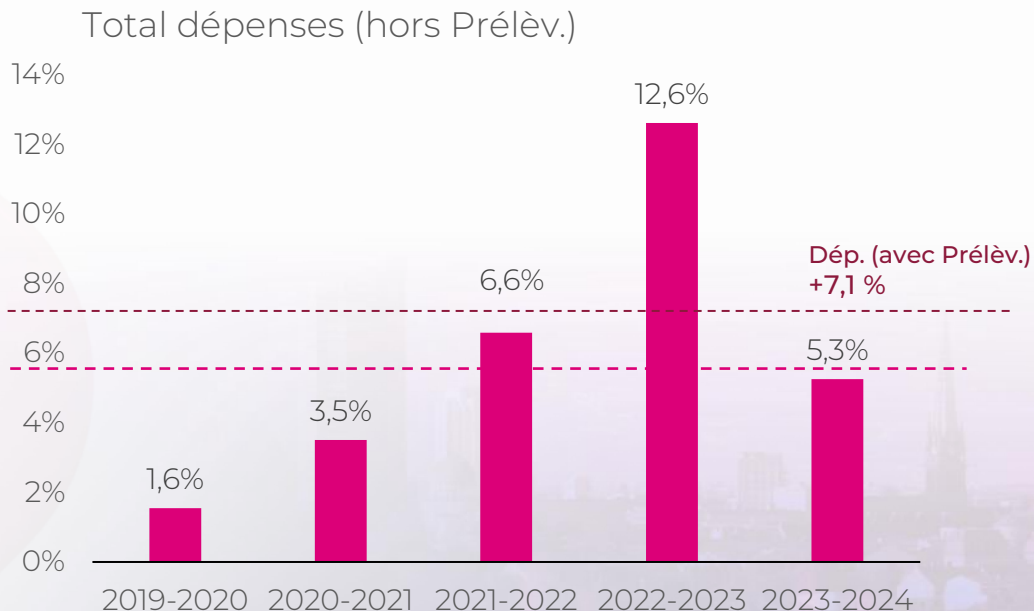


Évolution des **dépenses** **communales** (2019-2024)



Dépenses communales (hors investissement):
un **rythme moyen soutenu** mais avec d'importantes
fluctuations selon les crises

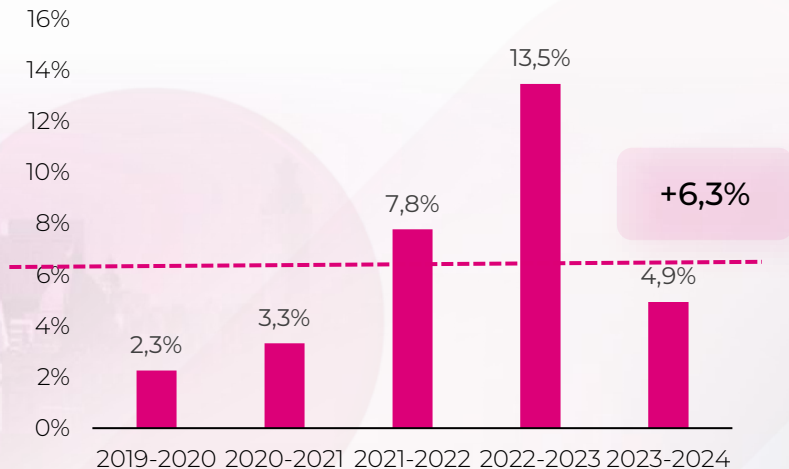
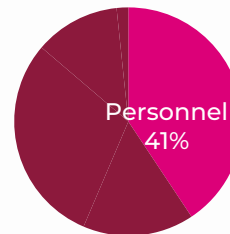
+5,8%
en moyenne par an



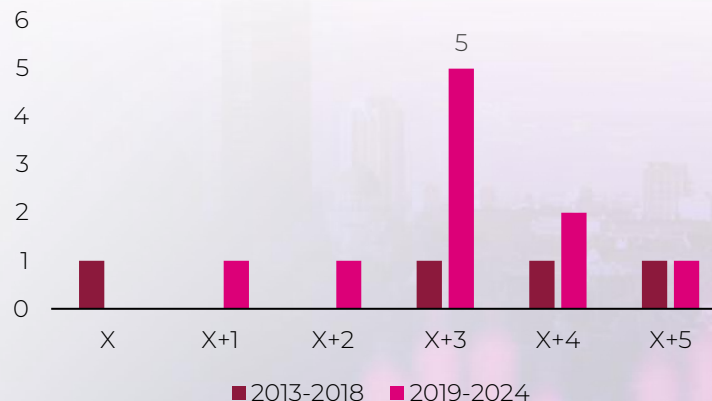
Crise **sanitaire**

Crise **énergétique**

Les **coûts du personnel** ont subi le double choc des charges de pensions et de l'inflation

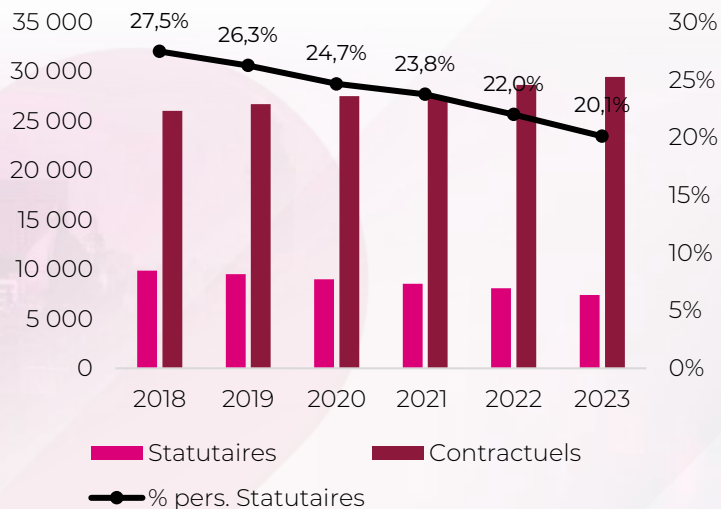


10 dépassements de l'indice-pivot au cours de la mandature communale (contre 4 seulement la précédente)

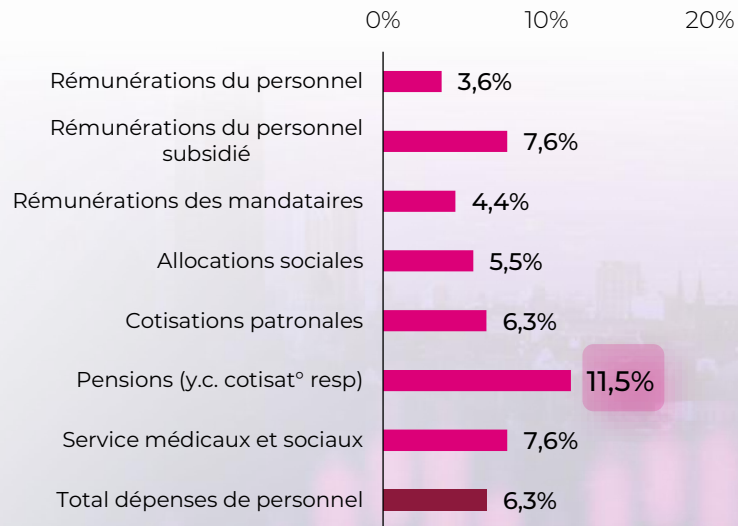


Les **coûts du personnel** ont subi le double choc des charges de pensions et de l'inflation

Une **évolution modérée** du nombre d'ETP (+0,5% par an) mais le glissement entre statutaires et contractuels se poursuit



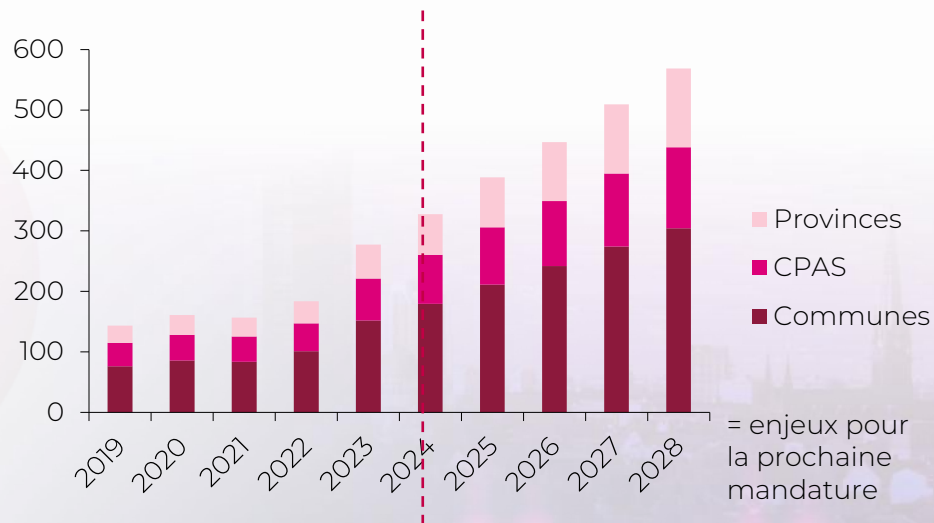
Composantes des dépenses de personnel –
taux de croissance annuel moyen 2019-2024



Des perspectives d'évolution de charges de pensions très inquiétantes

	Cotisation de base	Cotisation de responsabilisation
2021	41,5%	50,00%
2022	43,0%	52,94%
2023	44,0%	70,47%
2024	45,0%	73,59%
2025	45,0%	77,43%
2026	45,0%	80,57%
2027	45,0%	83,10%
2028	45,0%	84,98%

D'ici 2028, la cotisation de responsabilisation devrait passer de 327 à 570 millions EUR

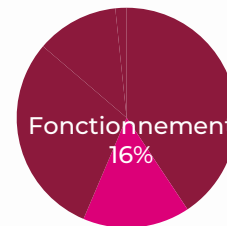
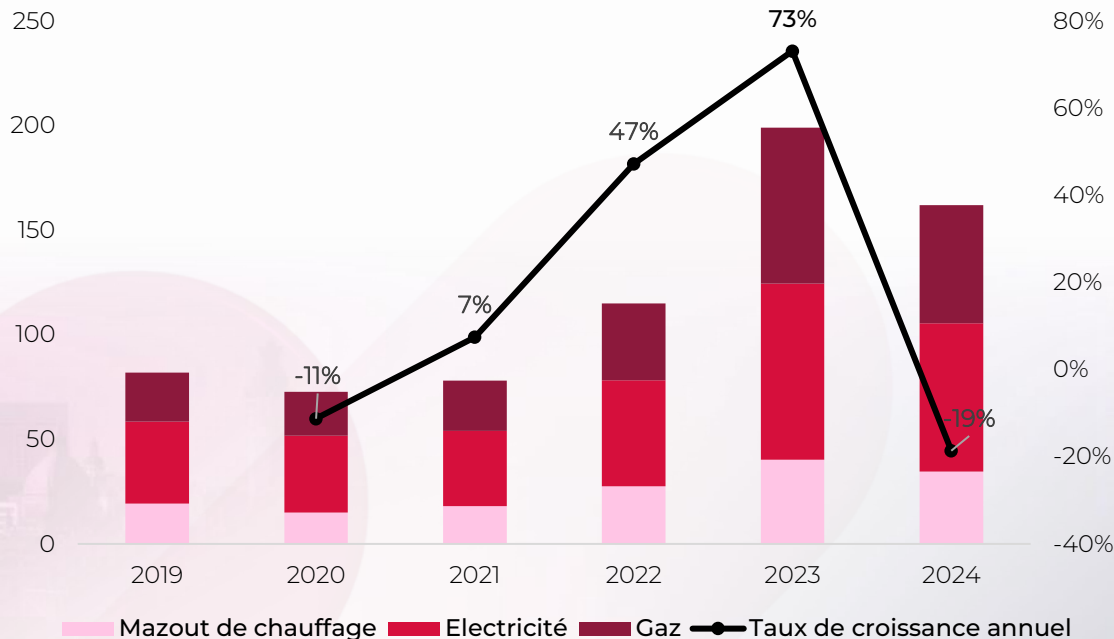


Selon notre **enquête**, la problématique des pensions est perçue comme l'enjeu financier numéro 1



■ Certainement ■ Plutôt oui ■ Plutôt non ■ Certainement pas

Doublment de la facture énergétique durant la crise



Baisse des coûts de près de 20% en 2024, mais restent à un niveau très supérieur à la situation prévalant avant la crise énergétique

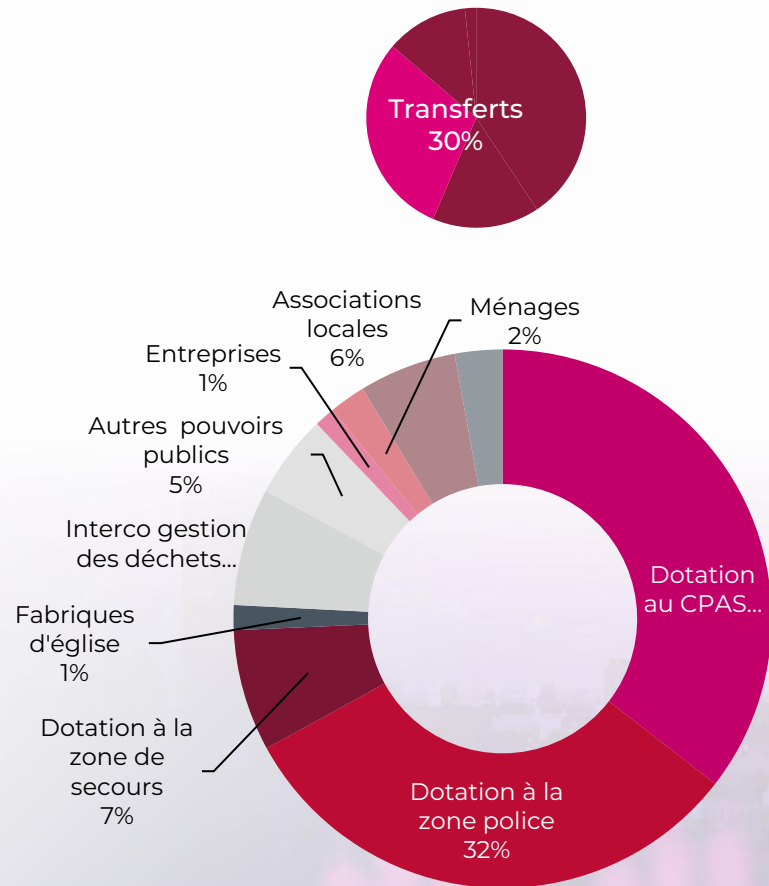
Enquête: 98% des gestionnaires locaux considèrent que la crise énergétique a eu une influence sur les finances communales.

La succession des crises se sont également répercutées sur les dotations communales

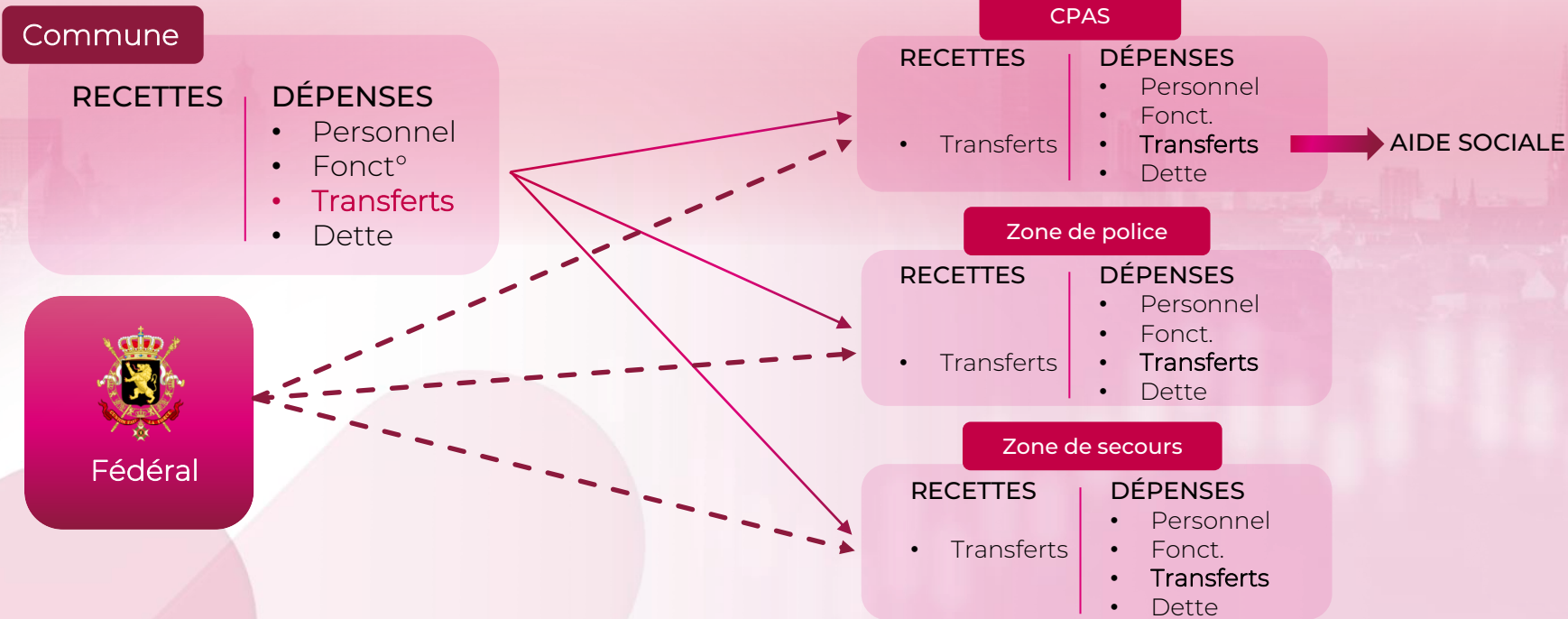
(CPAS, zones de police...)

En EUR/hab. Taux de croissance (p./r. à 2023) Taux de croissance annuel moyen (2019-2024)

CPAS	207,4	4,2%	8,1%
Zone de police	184,1	6,9%	6,4%
Zone de secours	42,7	4,8%	-6,9%
Autres dotations	150,0	6,1%	6,0%
Dépenses de transfert	584,2	5,6%	5,5%

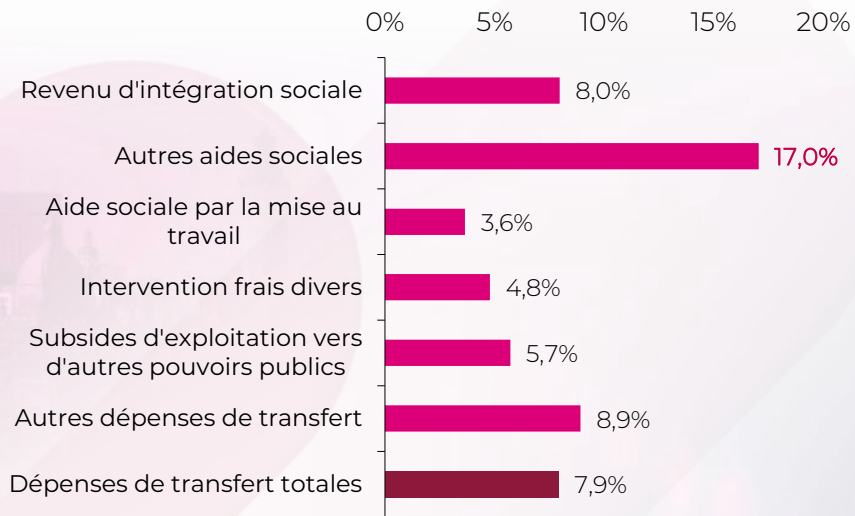


Obligation légale pour les communes d'équilibrer le budget et de compenser le sous-financement éventuel



Les différentes crises (sanitaire, énergétique, inondations...) ont nécessité une **intervention accrue des CPAS** en faveur de bénéficiaires d'aide sociale

Aides sociales accordées par les CPAS
(taux annuel moyen 2019-2024)



L'attribution du **revenu d'intégration** absorbe à elle seule deux tiers de l'ensemble de ces dépenses et a progressé à un rythme moyen de 8% par an

Les «**autres aides sociales**» ont progressé **encore** davantage (+17%/an) (aides matérielles durant Covid, accueil des réfugiés ukrainiens, factures énergétiques...)

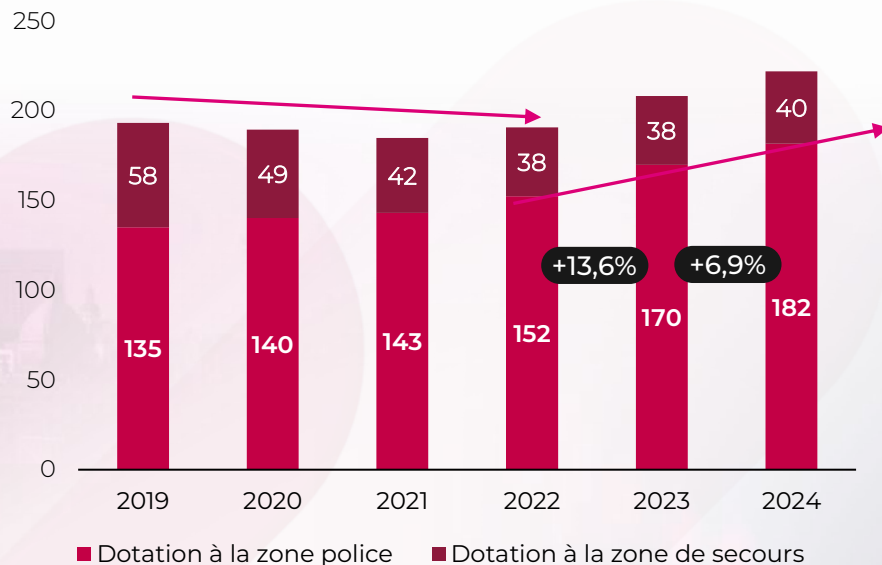
Enquête: enjeux des besoins sociaux pour la prochaine mandature



■ Certainement ■ Plutôt oui ■ Plutôt non ■ Certainement pas

Les dépenses des communes pour la sécurité toujours à la hausse

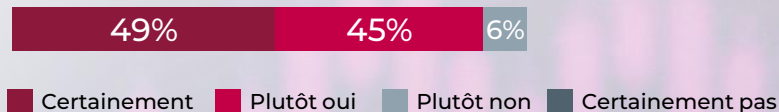
Dotations communales aux zones de police et de secours (en EUR par hab.)



Le **choc inflationniste et énergétique** de 2022 subi par les ZP et ZS s'est également répercuté sur la dotation communale

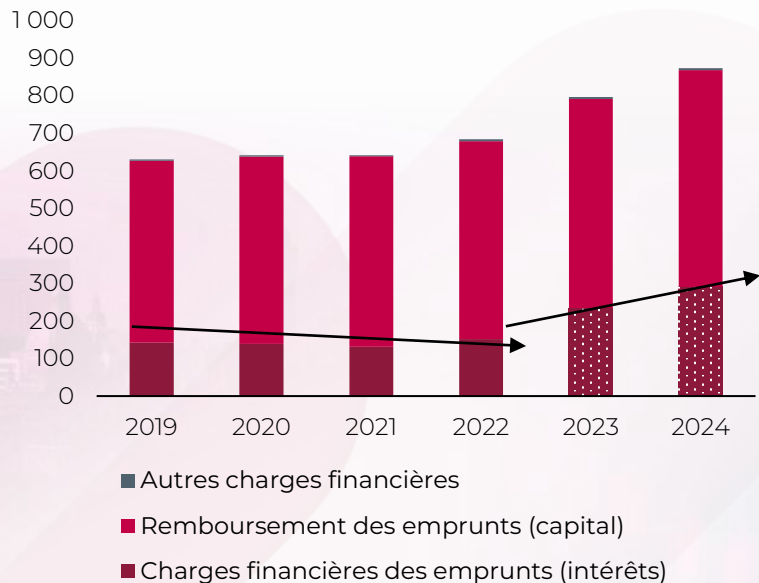
La dotation à la **zone de secours** a enregistré une baisse de 6,9% en moyenne par an suite à la **reprise progressive du financement des zones de secours par les provinces** (décision RW)

Enquête: enjeux de sécurité (ZP et ZS) = 2^e préoccupation des gestionnaires locaux pour la prochaine mandature

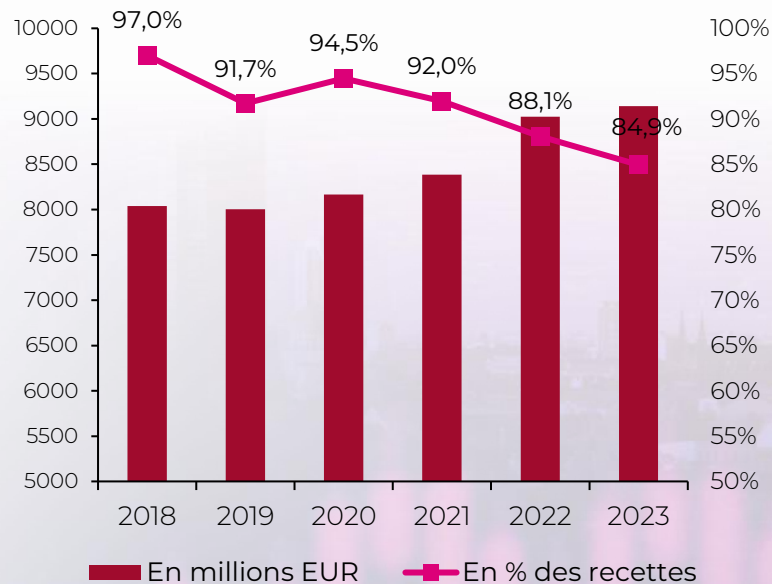


Les communes subissent les premiers effets de la **hausse des taux d'intérêt** mais le **niveau d'endettement** reste < 100%

Charges financières des communes wallonnes



Dettes des pouvoirs locaux wallons*



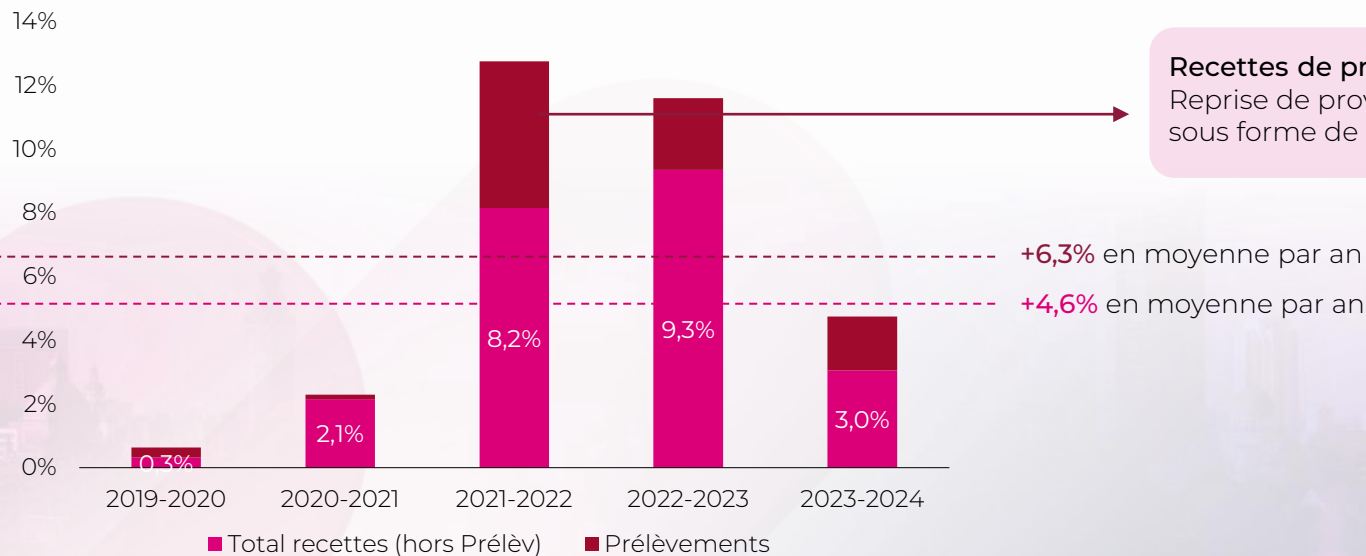
* Source: Institut des comptes nationaux.



Évolution des **recettes communales** (2019-2024)



Les mécanismes d'indexation et les aides régionales ont permis une **progression** des **recettes communales** adossées à celles des dépenses

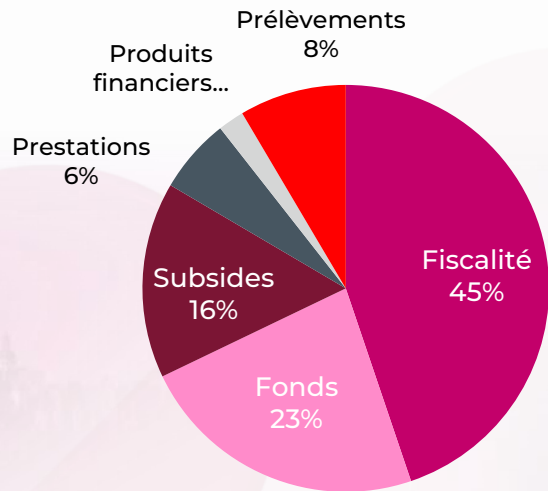


Recettes de prélèvements (ex. propre):
Reprise de provisions + aides régionales
sous forme de prêts (plan «Oxygène»)

Crise **sanitaire**

Crise **énergétique**

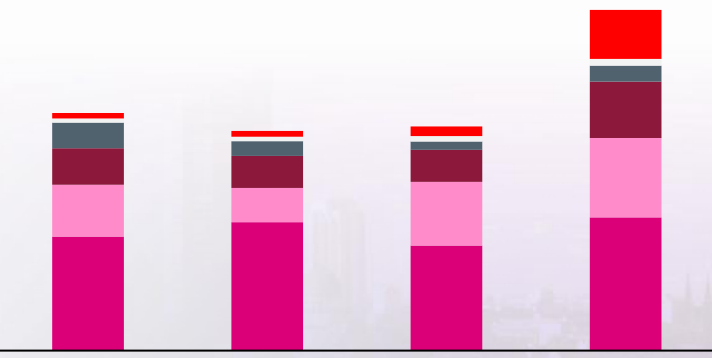
La fiscalité communale constitue la 1^{re} source de financement



Disparités de la structure de financement selon le type de commune

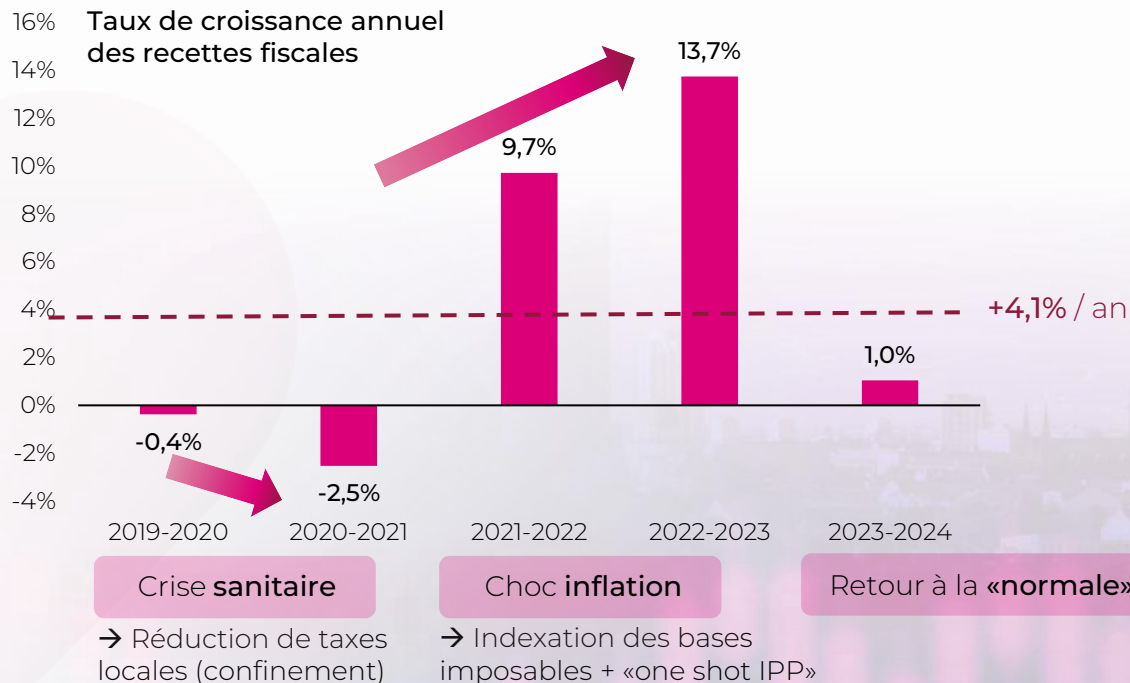
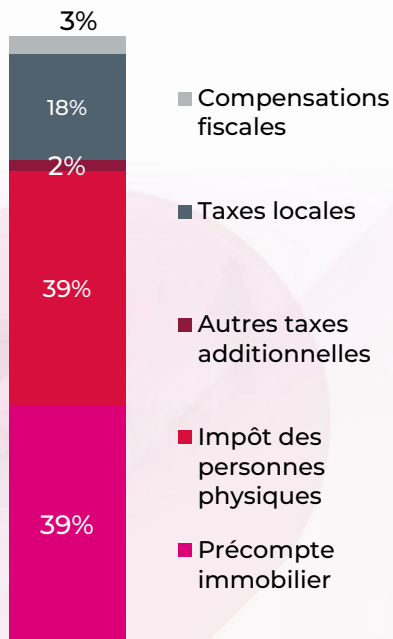
En EUR par Hab

3000
2500
2000
1500
1000
500
0

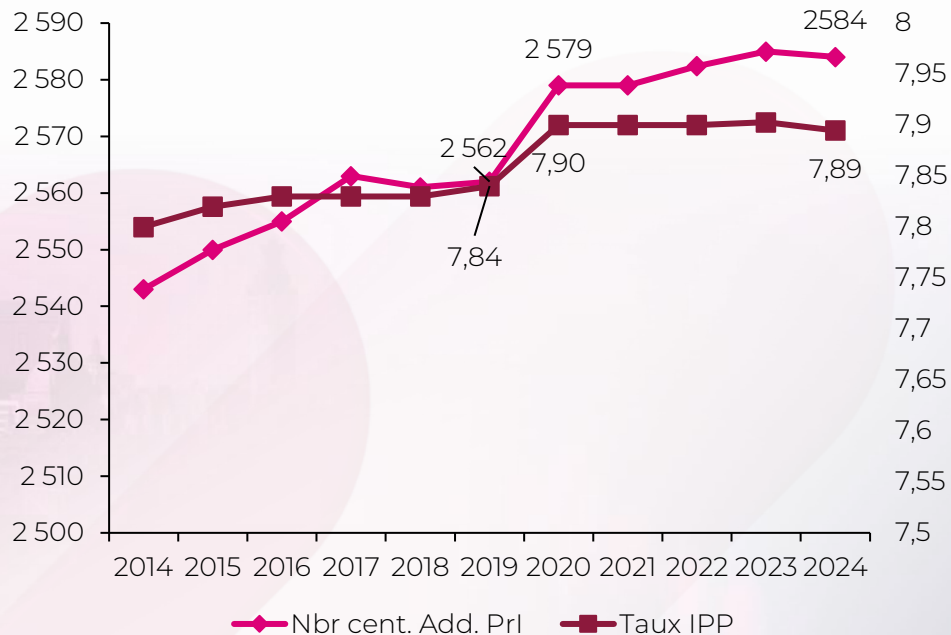


■ Fiscalité ■ Fonds ■ Subsidés
■ Prestations ■ Produits financiers ■ Prélèvements

Au cours de la mandature, les **recettes fiscales** ont connu une **évolution assez contrastée**, rythmée par la succession des crises



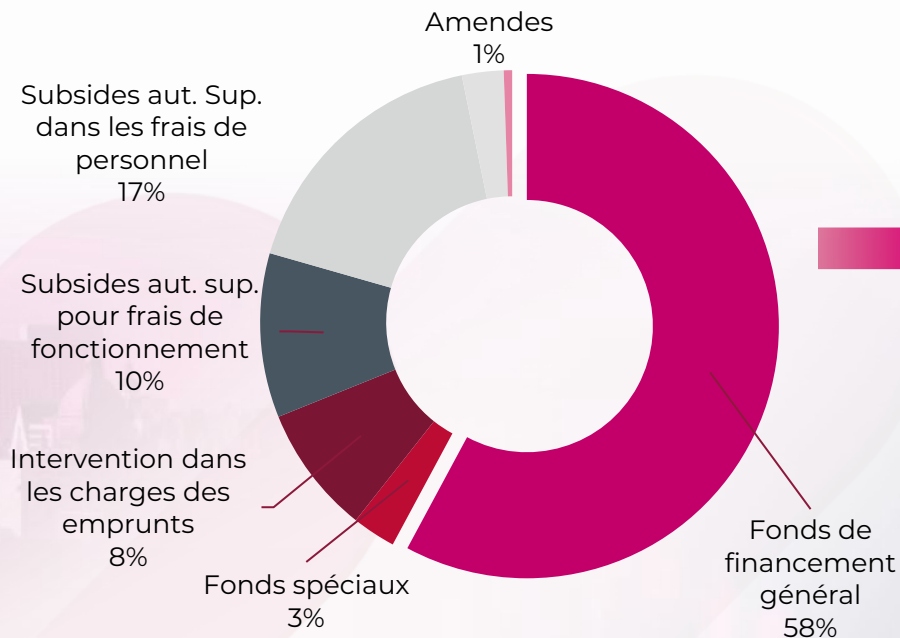
Mis à part un ajustement en début de mandature (2020), les **taux d'imposition moyens** sont restés stables malgré les crises



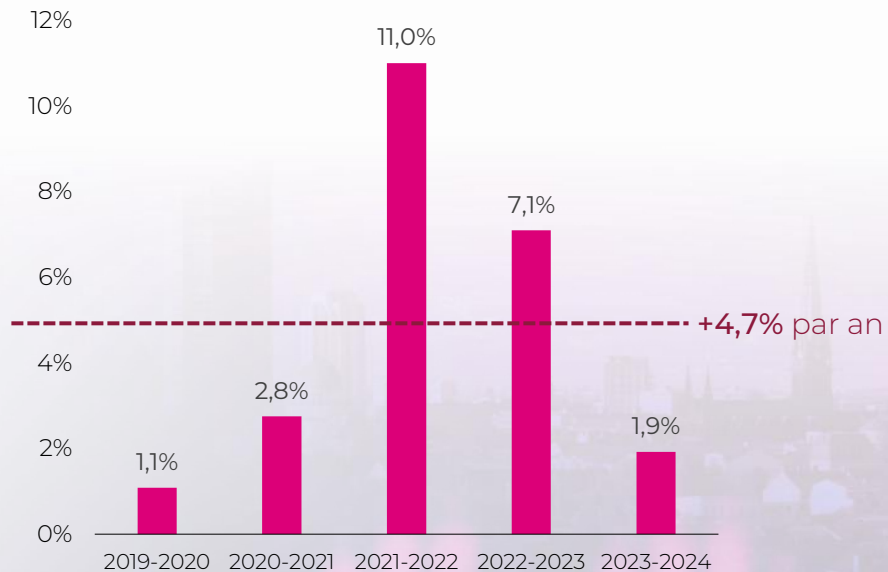
Nombre de communes wallonnes ayant modifié leur taux (2019-2024)

	Taux +	Taux -
2019	5	5
2020	50	10
2021	3	5
2022	7	4
2023	4	6
2024	0	12
Total	69	42
	26%	16%

Les communes ont également pu compter sur un **soutien financier de la Région** (Fonds & Subsidés)



Taux de croissance annuel du fonds des communes*



* Le Décret prévoit une indexation annuelle de +1%

Les communes ont également pu compter sur un **soutien financier de la Région** (Fonds & Subsidés)

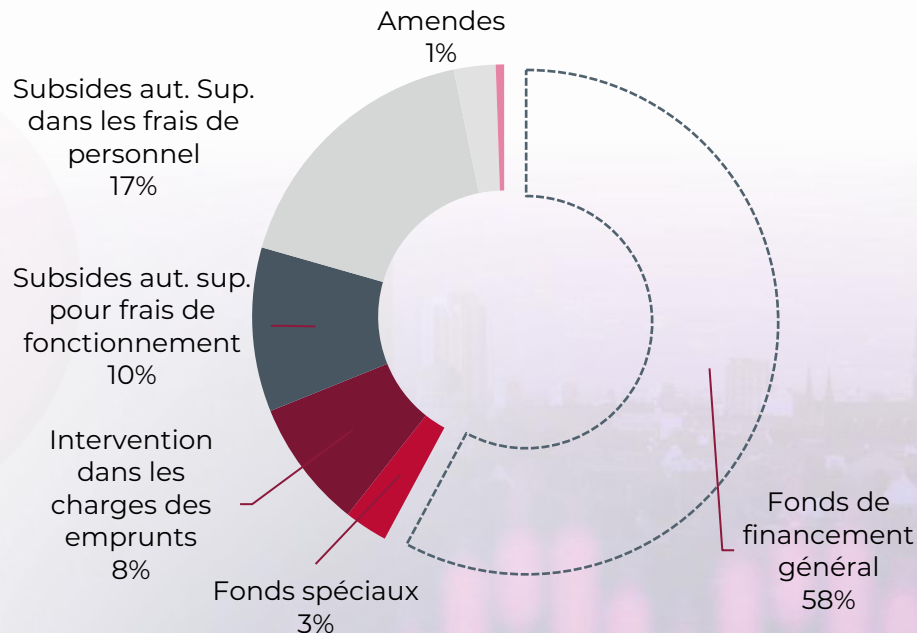
Subsidés régionaux complémentaires dans le contexte de crise:

Crise sanitaire: 46 mio EUR (pertes fiscales)

Inondations: 155 mio EUR (38 communes les plus impactées)

Crise énergétique: 50 mio EUR (surcoûts)

Prêts «Oxygène»: cf. infra



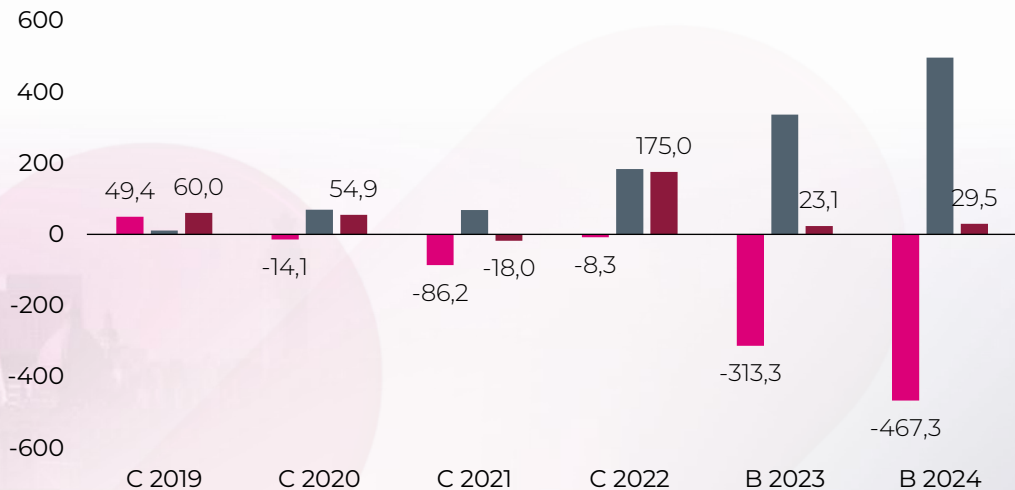


Équilibre budgétaire (2019-2024)



Nette détérioration du **solde de l'exercice propre** (avant interventions régionales)

En millions EUR



- Solde ex. propre (avant prélèv. fonct.)
- Solde Prélèvements fonct
- Solde ex. propre

Exercice propre (avant prélèvements fonct.)

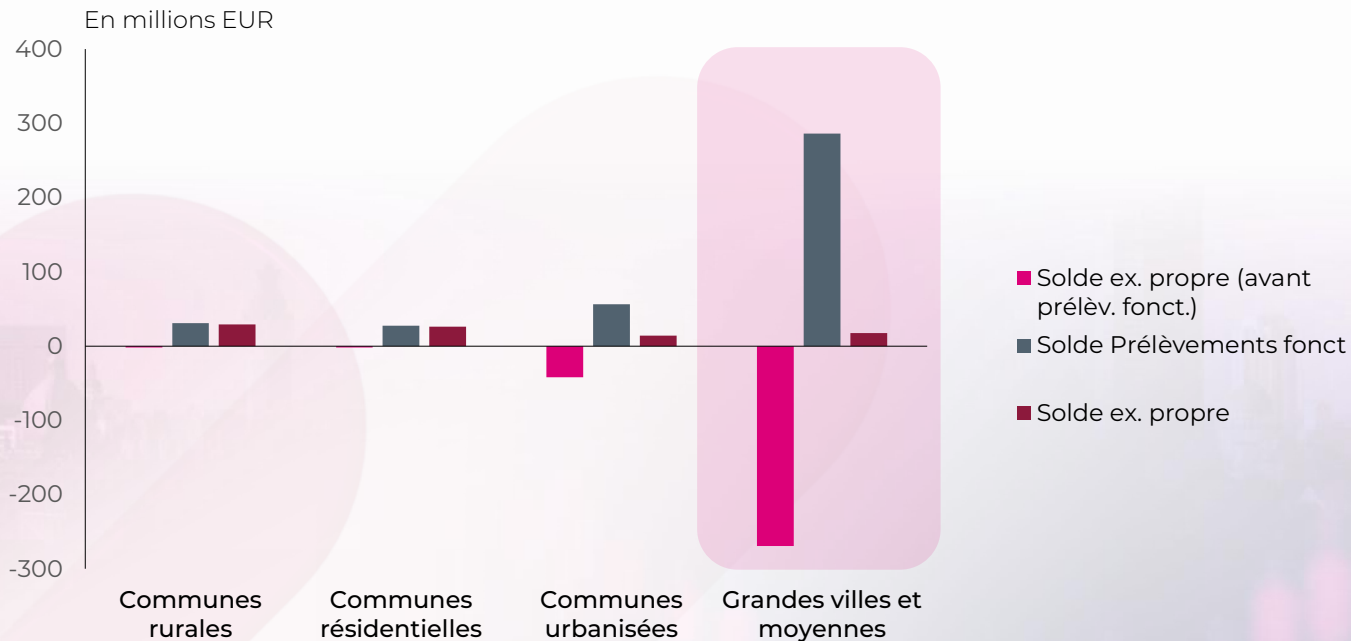
Prélèvements
fonctionnels*

Exercice propre

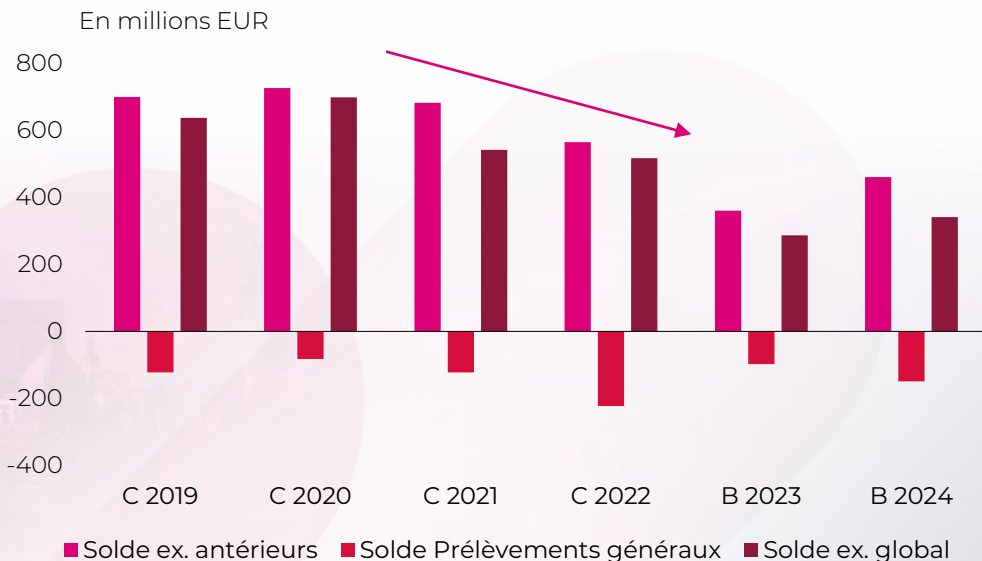
	En mio EUR	En EUR /hab.	En % recettes ord.
Exercice propre (avant prélèvements fonct.)	-467,3	-126,9	-6,5%
Prélèvements fonctionnels*	496,8	134,9	6,9%
Exercice propre	29,5	8,0	0,4%

* **Prélèvements** (ex propre): Reprise de provisions + aides régionales sous forme de prêts (plan «Oxygène»)

Les aides régionales exceptionnelles («Oxygène») permettent de **préserver l'équilibre budgétaire** de nombreuses villes en difficulté



À l'exercice global, le solde reste en boni mais subit une érosion

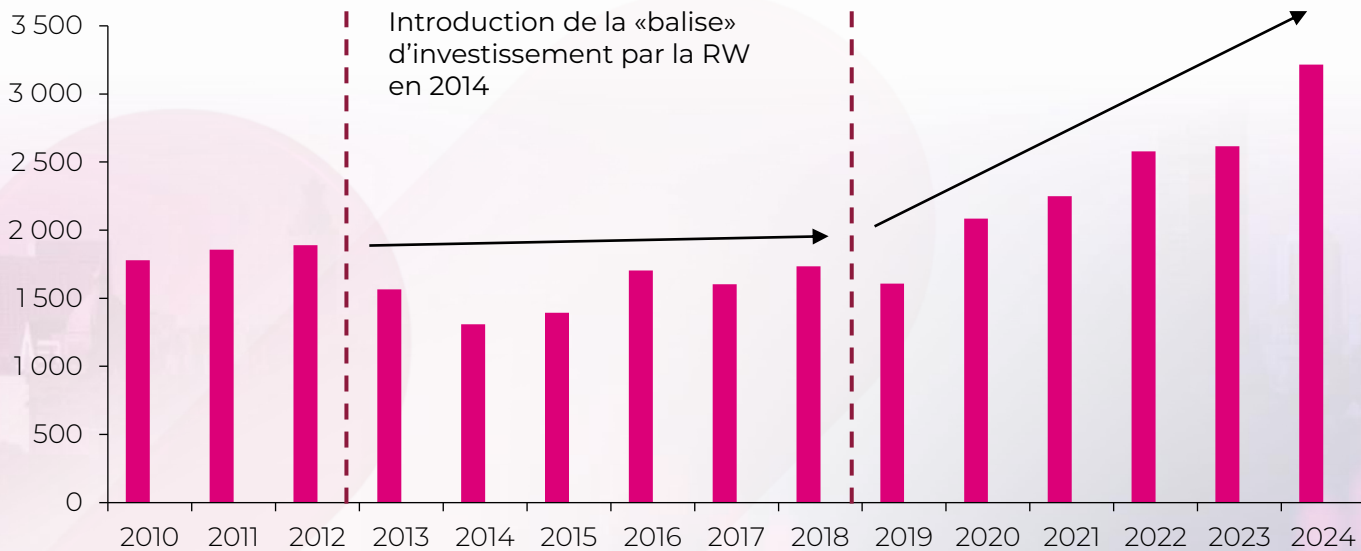


	En mio EUR	En EUR/hab.	En % recettes ord.
Exercice propre	29,5	8,0	0,4%
Exercices antérieurs	461,1	125,3	6,4%
Prélèvements généraux	-149,3	-40,5	-2,1%
Exercice global	341,4	92,7	4,7%



Évolution des investissements communaux (2019-2024)

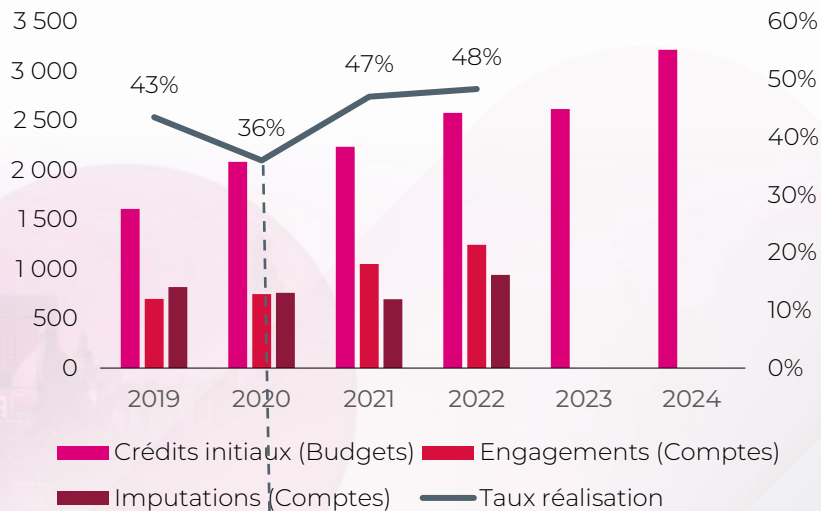
En dépit d'un contexte difficile, les communes ont **préservé** leur **capacité d'investissement**



Nette reprise des **projets investissements** par rapport à la mandature précédente → doublement par rapport à 2019 (de 1,6 à 3,2 milliards EUR)

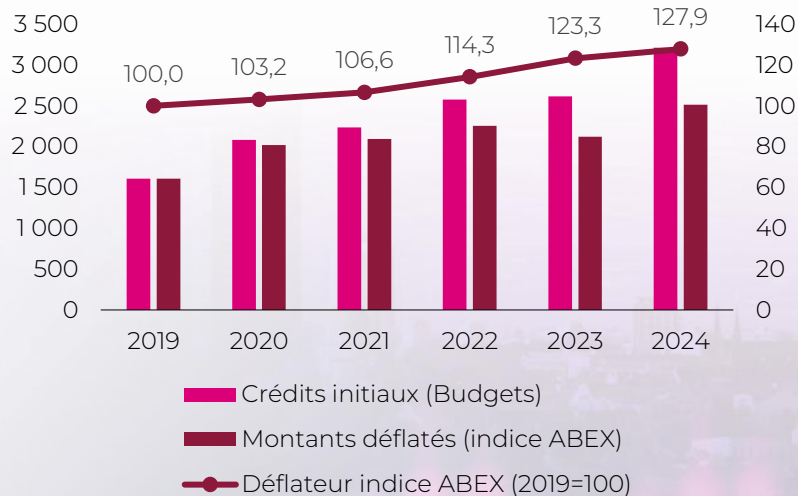
Cette progression spectaculaire doit être **relativisée** par **deux éléments**

Le taux de réalisation effectif (Budget/Compte)

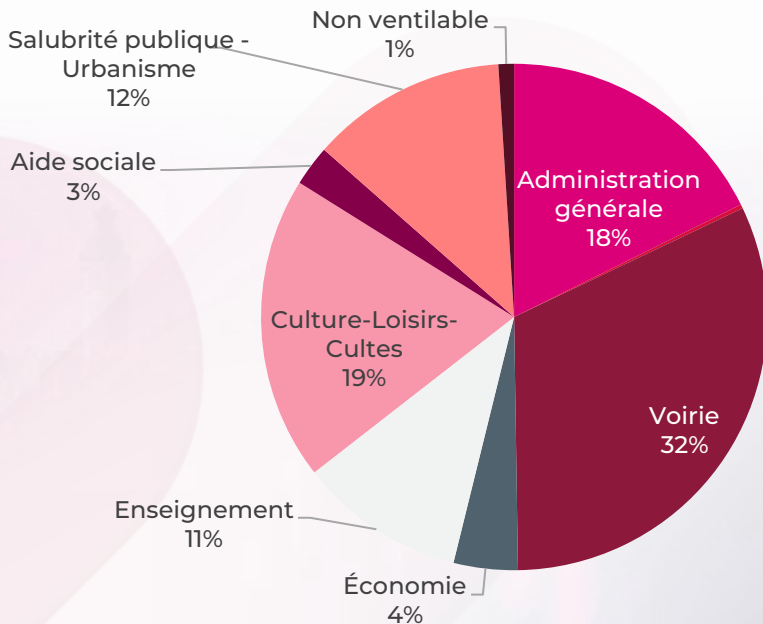


Crise sanitaire

La hausse des prix de la construction

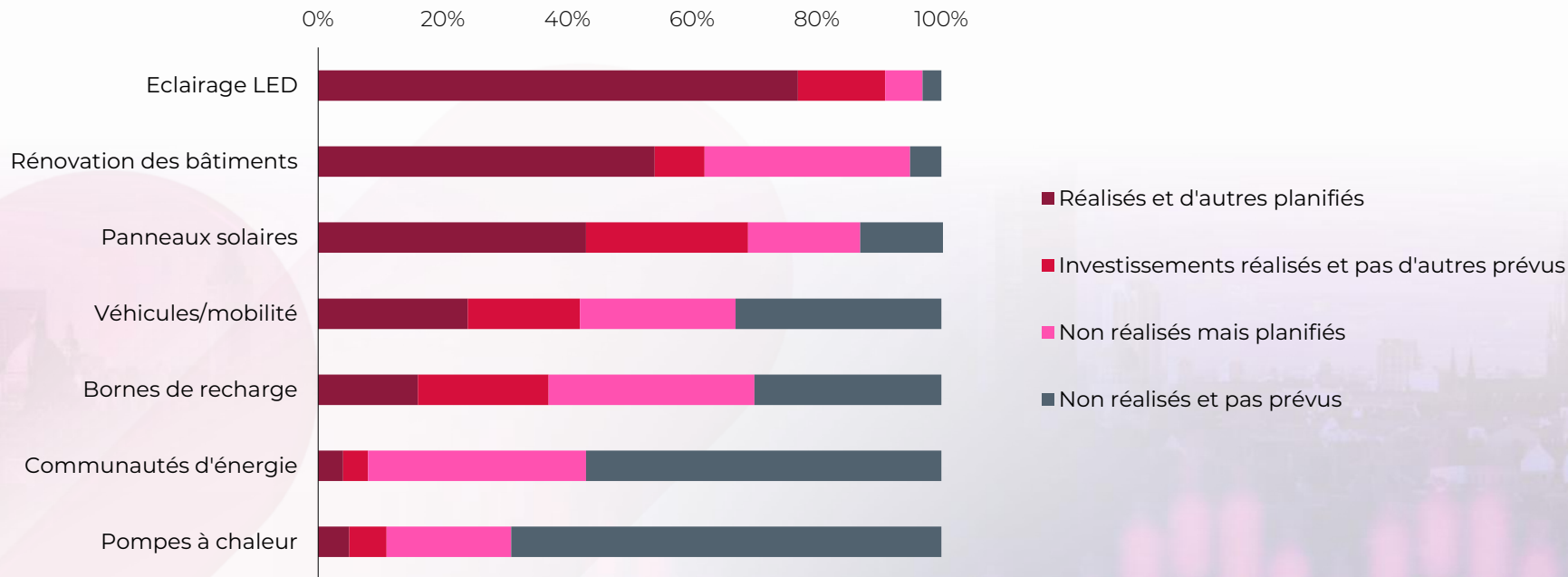


Au cours de l'ensemble de la mandature (2019-2024), les principaux domaines d'investissements communaux sont la **voirie** (32%), la **culture**, les **loisirs** et le **sport** (19%) et l'**administration** (18%)



Focus sur la modernisation et la **rénovation énergétique des bâtiments** (administratifs, scolaires, sportifs et culturels) qui ont le plus progressé (+200%)

Enquête : dans le cadre de la **transition énergétique**, les principaux investissements déjà réalisés concernent l'éclairage LED, la rénovation des bâtiments et les panneaux solaires





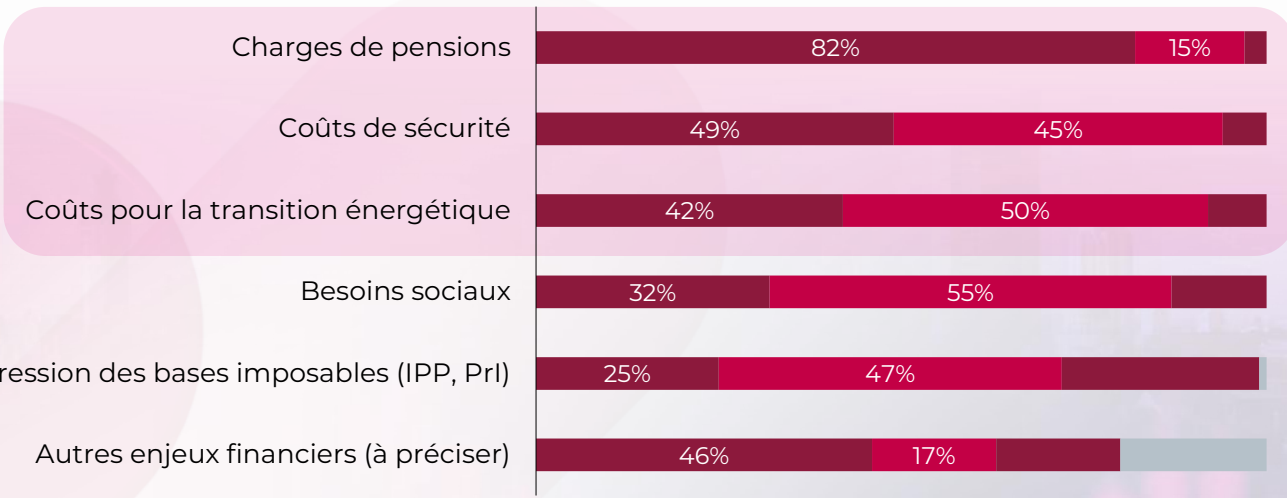
Quels sont les principaux enjeux et leviers d'action pour la prochaine mandature?
La parole aux gestionnaires locaux (Enquête)

Les enjeux financiers



ENQUÊTE:

Dans quelle mesure les enjeux suivants représentent-ils des défis financiers majeurs pour les années à venir ?



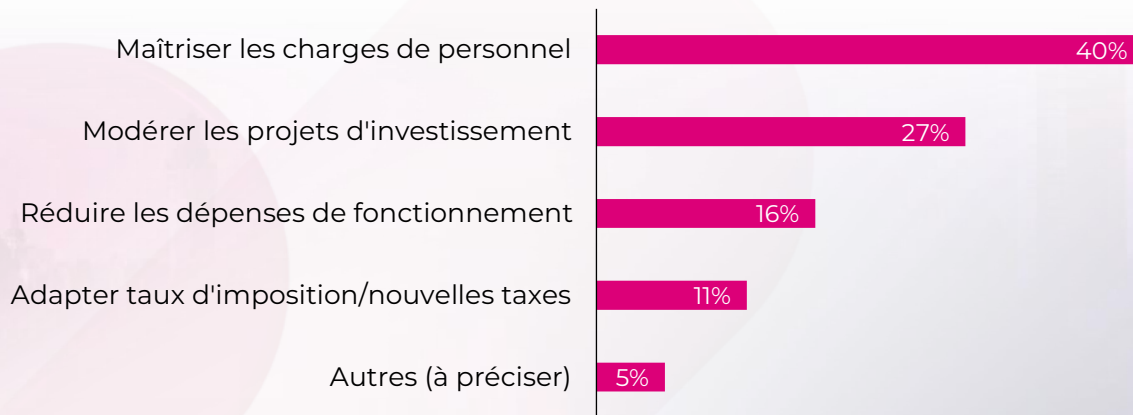
Top 3 des enjeux

■ Certainement ■ Plutôt oui ■ Plutôt non ■ Certainement pas

Les leviers d'action prioritaires

“ Quelles seraient pour votre commune les priorités budgétaires nécessaires pour maintenir l'équilibre au cours des prochaines années? ”

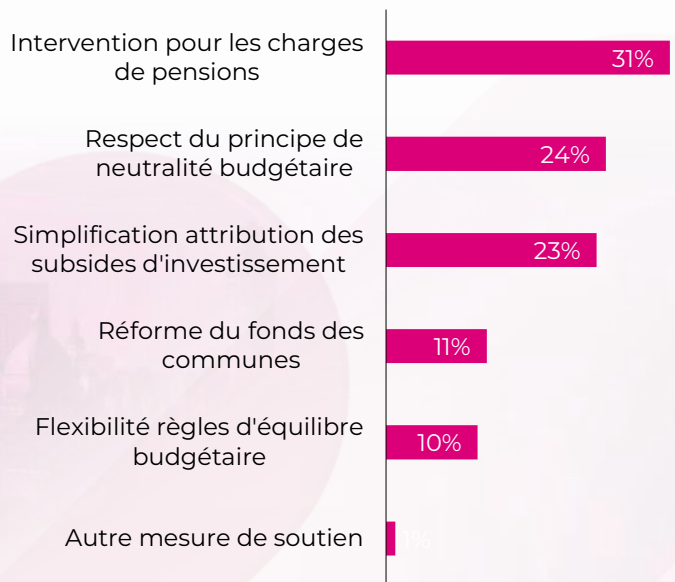
ENQUÊTE:



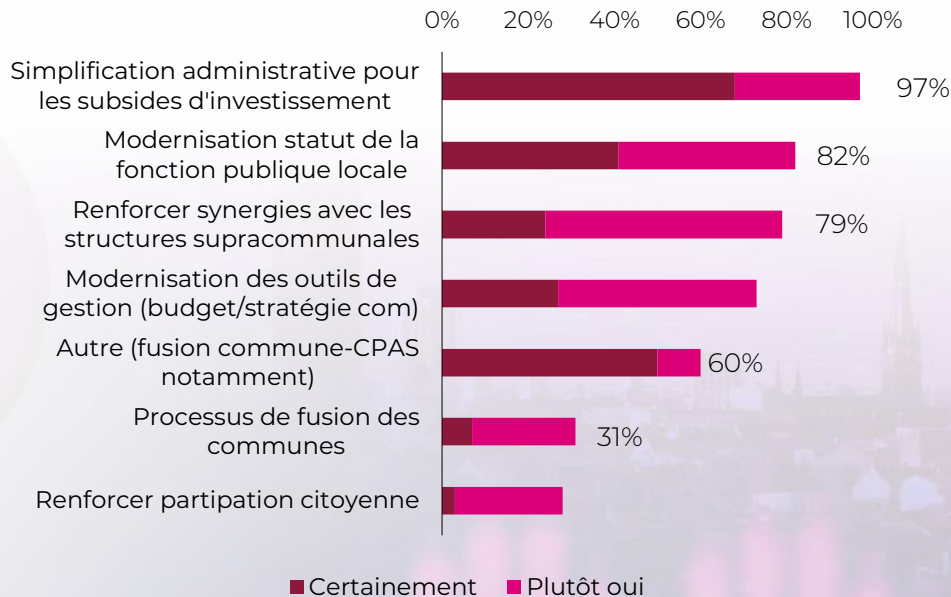
Maîtriser les dépenses plutôt qu'augmenter les impôts locaux

Mesures de **soutien des autorités supérieures** les **plus utiles** selon notre enquête?

Au niveau financier



Au niveau organisationnel





Questions ?